

« Beaucoup à faire »

ENSEIGNEMENT

François Maïtia fait le point sur le travail de l'Office public de la langue basque

RICHARD PICOTIN

rpicotin@sudouest.fr

« L'Office public de la langue basque (OPLB) travaille. Depuis 2005, beaucoup a été fait, et il reste encore beaucoup à faire. » À la suite des attaques dont l'institution a été l'objet dernièrement, de la part notamment de Thierry Delobel, président d'Ikas Bi, l'association des parents d'élèves de l'enseignement public bilingue, François Maïtia, nouveau président de l'Office public de la langue basque (il a succédé à Max Brisson il y a quelques mois) a tenu, hier à Bayonne, à défendre le travail accompli par l'OPLB et à faire le point sur son action depuis sa création.

« Dans l'enseignement du 1^{er} degré, maternelles et primaires, 30 sections ont été ouvertes depuis la rentrée 2005. 4 750 élèves sont aujourd'hui scolarisés contre 3 090 en 2004, ce qui représente 28 % contre 18,5 %. Désormais, la moitié des écoles publiques primaires proposent un enseignement bilingue. Nous avons gagné près de dix points », calcule le président. « Dans l'enseignement du second degré, trois ouvertures en collège ont été réalisées – et deux nouvelles devraient être effectives à la rentrée 2012 à Saint-Palais et Iardets – afin d'assurer la continuité de l'offre sur l'ensemble du territoire. Une section a enfin été ouverte en 2006 au lycée Cassin de Bayonne. Sept des 16 lycées du Pays basque sont aujourd'hui bilingues ».

Agilité intellectuelle

François Maïtia convient toutefois qu'il ne peut se satisfaire de ce bilan et beaucoup reste à faire. C'est pourquoi il juge contre-productive toute polémique avec les parents d'élèves, dont il attend plus un soutien que des critiques. « L'action de l'OPLB et des parents doit se faire dans la complémentarité. Nous devons avoir une action conjuguée. J'ai proposé



François Maïtia, en compagnie de la directrice de l'OPLB, Bernadette Soulé. PHOTO R.P.

aux parents d'élèves de travailler avec eux. Je souhaite leur appui. Je souhaite souligner le caractère stratégique des parents en direction d'autres parents. Il n'y a rien de mieux que des parents qui parlent à d'autres parents pour lever les inquiétudes », assure le président de l'OPLB, allusion à la pétition de parents d'élèves d'Ustaritz qui s'oppose à l'ouverture d'une section bilingue dans leur école.

« Face à ces difficultés, rencontrées lors de l'enquête menée auprès des parents, nous devons rappeler que l'enseignement bilingue est un droit pour les familles, et que l'on ne peut pas dire dans telle ou telle école, qu'une majorité de parents s'y oppose. ... Pourtant, toutes les évaluations qui sont faites démontrent que l'enseignement de la langue basque est profitable aux enfants qui gagnent en agilité intellectuelle grâce à la connaissance des deux langues ».

« Il est vrai que la méthode actuelle trouve ses limites et que face à la compression des postes pour des questions budgétaires, on assiste à des crispations, y compris dans les équipes d'enseignants. Il ne faudrait pas non plus que le problème des locaux vienne freiner le

développement de l'enseignement bilingue. Je vais donc rencontrer les maires pour évoquer cette question ».

Nouveaux chantiers

« Les 30 premières ouvertures qui ont été opérées par l'OPLB ont été les plus faciles. Plus on avance, plus c'est difficile », observe François Maïtia qui mesure « ce qu'il reste à faire afin de généraliser l'offre publique sur l'ensemble du territoire, afin de rendre accessible l'enseignement du basque à toutes les familles dans les écoles publiques. Et mener à bien les chantiers qui viennent de s'ouvrir, comme celui de l'enseignement bilingue dans les lycées professionnels ou technologiques. Paul-Bert à Bayonne par exemple, pourrait voir à la rentrée prochaine s'ouvrir une section bilingue soins et services à la personne ».

Reste enfin le serpent de mer du bac en langue basque. Pour l'heure, seules les épreuves d'histoire et de géographie peuvent être passées en basque. L'objectif est d'étendre le nombre de ces matières. De nouvelles négociations vont être menées avec le recteur. « Mais c'est vrai, nous n'avancions pas », déplore François Maïtia.